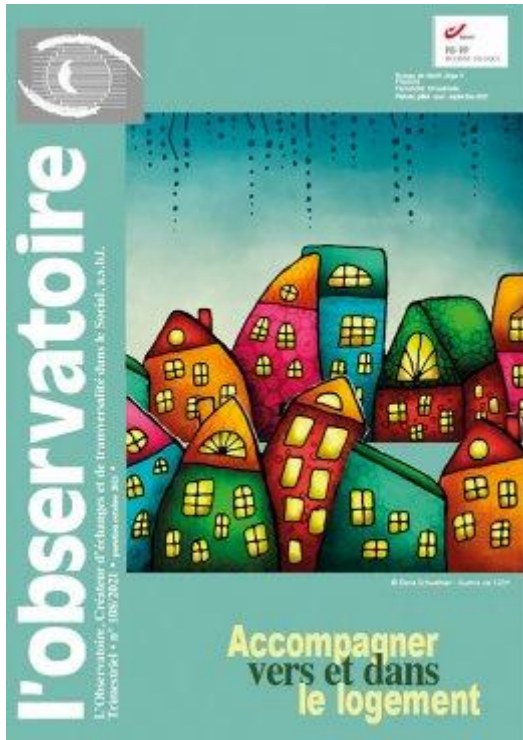


n° 108 - 2021

Accompagner vers et dans le logement



Un nombre croissant de personnes connaissent le mal-logement. Un soutien est nécessaire pour les aider à trouver un logement dans un contexte de pénurie prégnant, mais aussi à s'y maintenir en travaillant sur leurs diverses difficultés. Que leur proposent les dispositifs d'accompagnement ? Quel rôle peuvent-ils aussi jouer du côté des propriétaires ? Au-delà, quelles pistes d'action pourraient permettre de garantir à tous le droit fondamental à disposer d'un « chez soi » ?

Sommaire

- [Crise structurelle du logement et accompagnement social - David PRAILE \(interview\)](#)
- [L'accès difficile au logement. Tour d'horizon d'une problématique récurrente - Christophe BLANCKAERT & Henk VAN HOOTEGEM](#)
- [Le mal-logement. Une figure pluridimensionnelle de l'exclusion mais aussi de l'action publique - Didier VANONI](#)
- [Le droit, obstacle ou adjuvant dans l'accès à un logement ? - Nicolas BERNARD](#)
- [STOP au statut cohabitant : isolez les maisons, pas les gens - Anne-Françoise JANSSEN](#)

- [Les expulsions domiciliaires en Wallonie : sortir du brouillard et conjurer la fatalité sans délai - David PRAILE](#)
 - [L'accompagnement en logement comme fondation essentielle de la réinsertion des personnes sans-abri - Marjorie LELUBRE](#)
 - [Lorsque le logement accompagné paraît - Stéphanie CASSILDE](#)
 - [Housing First. Comment innover en matière d'accompagnement en logement ? - Kathelyne VANDE KERCKHOVE & Marion LORGE](#)
 - [Le Relais Logement du CPAS de Liège face à la problématique du mal-logement - Sandrine DUBRAY & Geoffrey FRANÇOIS \(interview\)](#)
 - [Des logements provisoires au relogement durable. Dispositifs et accompagnement au CPAS de La Louvière - Bérangère VAN HOUTTE, Tiffany LOCATELLI, Boniface LOLEKONDA & Christine COUVREUR](#)
 - [Le logement public en tension. Jusqu'où aller dans l'accompagnement ? - Olivier DECHENNE, Sergio SPOTO & Isabelle CARTON](#)
 - [La participation citoyenne au coeur de la gestion d'une société de logements publics. Comensia, coopérative de locataires - Cédric MAHIEU](#)
 - [Entrepatis : une autre manière de vivre - Justine AERTS](#)
 - [Le Miroir Vagabond. Un accompagnement pluriel pour une installation durable dans le logement - Cécile BRENEZ](#)
-

DOSSIER INONDATIONS :

- [Inondations : quelles solutions activer, quelles leçons en tirer ? - Nicolas Bernard \(interview\) Article en libre accès !!](#)
- [Hébergement d'urgence et relogement à Liège - Geoffrey François \(interview\) Article en libre accès !!](#)
- [Esneux : de l'urgence à l'anticipation des effets 'rebond' - Sybille Lumaye et Gaëlle Califice \(interview\) Article en libre accès !!](#)
- [Au-delà des dégâts matériels - Sandrine Conradt \(interview\) Article en libre accès !!](#)

Éditorial

Disposer d'un logement décent est une condition fondamentale pour mener une vie conforme à la dignité humaine, comme le consacre l'article 23 de notre Constitution. Loin de n'être qu'un toit sous lequel dormir, il est le socle de la vie sociale et familiale des personnes, de leur insertion, de leur bien-être, de leur épanouissement...

Pourtant, une frange croissante de la population est concernée par l'une ou l'autre forme de mal-logement, allant de l'absence pure et simple d'un « chez soi » à un logement inadapté aux besoins ou aux revenus du ménage, en passant par un logement vétuste, dégradé, inconfortable, mal isolé, insalubre ou même dangereux...

La cause majeure de ce mal-logement est bien connue : nous faisons face à une crise structurelle du logement, avec une pénurie de biens décents abordables pour les bas (et même moyens) revenus. Les loyers – et bien plus encore les prix de vente – dans le parc immobilier privé ne cessent de gonfler, et la concurrence accrue renforce le poids des discriminations à l'encontre de certains publics : allocataires sociaux, personnes d'origine étrangère, femmes monoparentales, jeunes... Les logements sociaux ne solutionnent pas le problème : en Wallonie, ils représentent à peine plus de 5% du parc locatif total, avec plusieurs dizaines de milliers de personnes en attente.

Mais à cette difficulté d'accès à un logement décent, s'ajoute encore celle de le garder, de s'y maintenir. Le non-respect de leurs obligations de locataires (paiement du loyer, entretien du logement, respect du voisinage, etc.), les déclarations d'inhabitabilité et/ou d'insalubrité qui frappent leur logement ou encore les ruptures familiales contraignent de nombreuses personnes à quitter leur habitation...

Si ces problèmes de logement recouvrent souvent un manque de moyens financiers, ils sont aussi généralement le révélateur d'autres fragilités (isolement, problèmes de santé mentale, addictions, handicap, absence de modèles pour savoir comment gérer un logement, etc.).

C'est pour répondre à ces difficultés aussi bien d'accès que de stabilisation dans le logement que des dispositifs d'accompagnement vers et dans le logement se sont développés, à l'initiative de services publics comme d'associations. Ils constituent un maillon essentiel en vue de garantir aux personnes leur droit à un logement décent.

Investir dans l'accompagnement n'a cependant de sens que si, par ailleurs, la problématique du manque de logements privés (abordables) et publics est prise à bras-le-corps par les pouvoirs publics : régulation du marché privé, construction de nouveaux logements publics, rénovation des bâtiments insalubres, remise sur le marché des biens inoccupés, etc.

Les inondations de juillet et la nécessité de reloger un nombre important de personnes sinistrées ont mis en lumière cette pénurie, de même que le vieillissement et la vétusté de certains bâtis et le mal-logement que connaissent les personnes précarisées. Gageons que cette confrontation brutale à la réalité aura des effets de prises de conscience et d'accélérateur...

Colette Leclercq & Romain Lecomte